

Rencontre SILLAGES 2012, Ecole normale supérieure, Paris, 25 octobre 2012

### ***Le contexte européen : Digital Agenda for Europe***

***Khalil ROUHANA***, directeur, Direction générale des Réseaux de communication, du contenu et des technologies (DG CONNECT), Commission européenne

(Transcription de la vidéo de Khalil ROUHANA par Nathalie VAN DE WIELE, chef de projet SILLAGES)

Bonjour, je suis Khalil ROUHANA, directeur à la DG CONNECT à la Commission européenne où je m'occupe du domaine des composants et systèmes.

J'aurais bien souhaité être à Paris aujourd'hui pour partager avec vous l'état d'avancement de l'agenda numérique, dans la stratégie numérique de l'Union européenne, lancé en 2010 et qui, après 2 ans, a fait des progrès sur une bonne partie des politiques lancées et qui, sur d'autres politiques, a quelques points retards.

Depuis 2010, **l'Europe a avancé sur le numérique**, dans la **réalisation des marchés internes** du domaine du numérique, dans la **mise en place de l'interopérabilité entre les systèmes numériques**, que ce soient les systèmes nationaux (les applications de type eGovernment etc.) ou les systèmes privés (les applications et les services dans le privé). L'Europe a aussi avancé dans la **sécurité**, dans le **déploiement de la large bande**, dans la mise en œuvre et la diffusion des **applications concernant la culture, le contenu, la santé**. En bref, le numérique fait des progrès en Europe mais il y a des points sur lesquels on a moins avancé que d'autres. **L'Europe a encore des progrès à faire dans le déploiement de la très large bande** et la Commission européenne a proposé un plan détaillé sur les investissements dans ce domaine, assorti de budgets communautaires sur ces sujets.

**La France a avancé sur le numérique**, dans beaucoup de points de la stratégie numérique. La France s'affirme dans le peloton de tête quand il s'agit du **déploiement de la large bande** à 2 Mbits/s (elle est un peu en retard sur la large bande pour le mobile par rapport à la moyenne européenne, mais d'énormes progrès ont été faits et nous croyons qu'en 2012 la France sera bien dans le peloton de tête sur la large bande). Là où la France a encore avancé, c'est dans **l'utilisation de l'Internet dans les entreprises et dans le domaine public**. Mais **la France a un léger retard** par rapport à la moyenne européenne dans **l'accès à l'Internet dans les PME** et dans le **commerce en ligne à travers les frontières** (le commerce en ligne en France est cependant bien développé par rapport à la moyenne européenne), et **il y a deux domaines particuliers où la France a des progrès à faire**.

**Le premier est l'investissement dans la recherche et l'innovation dans le secteur numérique**, domaine où **l'Europe est en retard par rapport à ses concurrents mondiaux**, américains ou asiatiques (l'investissement européen dans ce domaine est autour de 40% de l'investissement américain, et ceci touche aussi bien les investissements privés que les investissements publics).

**La Commission européenne a défini un plan pour accroître significativement cet investissement** au niveau public tout en proposant des partenariats publics-privés pour que le privé investisse davantage. Ainsi, depuis 2010 la Commission européenne a augmenté de 20% par an son investissement dans la recherche et l'innovation dans les technologies de l'information, en accord avec les états membres et le Parlement européen (en 2013, le niveau

d'investissement européen dans ce domaine sera supérieur de 70% à son niveau de 2010). Si les états membres ont pour la plupart maintenu leur investissement dans la recherche et l'innovation dans le secteur numérique, certains d'entre eux sont freinés par la crise financière. Nous leur proposons de se ressaisir, cet investissement étant important pour nos économies : **les états membres doivent mobiliser leurs ressources autour de ce sujet là.**

**La France, avec les investissements d'avenir, a déjà progressé significativement dans ce domaine** (4 milliards d'euros ont été investis dans le numérique) et nous espérons que cela continue au-delà de 2013-2014.

**L'autre domaine où l'Europe a encore des progrès à faire est celui de la formation et de l'éducation dans le numérique.** Les entreprises nous disent qu'il y a un déficit de personnes qualifiées dans le numérique : alors qu'une grande partie de l'Europe souffre de chômage, **il y a actuellement autour de 400 000 à 500 000 postes non pourvus en Europe dans le numérique.** Les entreprises projettent qu'**en 2015 ce nombre atteindra 750 000 postes non pourvus du fait d'un déficit de formation.** Ce sont des postes d'ingénieurs, de techniciens, de programmeurs, ou des postes plus généraux dans le numérique.

Ce sujet est très important car **l'on voit, dans l'ensemble de l'Europe, une défection des jeunes pour les formations dans le numérique et pour les formations scientifiques en général.**

**Il y a un effort à faire pour informer davantage nos jeunes de l'importance de ce domaine,** des carrières offertes, de la créativité et de l'intérêt que ce secteur peuvent susciter auprès d'eux. Cet effort est à faire ensemble, pour que nos jeunes soient plus attirés par ce secteur : la Commission européenne est en train de préparer une coalition entre les chefs d'entreprise, les responsables d'éducation au niveau national ou régional, les parents, les élèves, pour voir ensemble comment renverser la tendance, comment ramener plus de personnes qualifiées dans ce secteur.

**Il y a aussi un grand effort à faire pour moderniser notre système d'éducation, pour que le numérique fasse partie des disciplines de base que nos jeunes peuvent acquérir dès leur plus jeune âge.** S'il y a eu beaucoup de tentatives en Europe, au niveau régional comme au niveau national, pour introduire davantage le numérique dans les cursus scolaires, le résultat est encore mitigé. Cet effort est à conjuguer avec les professeurs, les élèves, les parents, les responsables des écoles, les responsables éducatifs au niveau national et régional, pour intégrer au maximum le numérique dans l'éducation de nos enfants. C'est un effort considérable, avec des échéances à court, moyen et long terme pour moderniser notre système éducatif. Nous croyons qu'en introduisant le numérique dans les écoles au plus bas âge nous aurons les personnes les plus qualifiées pour travailler dans le numérique et dans l'ensemble des secteurs économiques, et que nous répondrons ainsi à un problème de chômage en trouvant une meilleure adéquation entre l'offre et la demande de qualification.

Voilà en quelques mots ce que je voulais vous dire sur la stratégie numérique européenne, où nous en sommes, les points où nous avons avancé, les points où la France a avancé, et les points sur lesquels nous avons encore un effort à faire.

Merci beaucoup.